



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BRETAGNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Accord-cadre portant adhésion à un réseau Inter-CE et sur des prestations d'accompagnement à l'organisation de sorties.

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Référence : **PFRH\_2025\_BRETAGNE\_INTER-CE**

Procédure : adaptée relevant du 3° de l'article R 2123-1 du Code de la commande publique

Forme du marché : Accord-cadre à bons de commande

Ce document comporte 20 pages.

**Charte**   
**RELATIONS FOURNISSEUR  
RESPONSABLES**



## Table des matières

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Allotissement.....	4
1.3 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	4
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	5
1.5 Documents contractuels.....	5
1.6 Prestations similaires.....	5
1.7 Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles.....	5
2. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
2.1 Représentation des parties.....	6
2.1.1 Représentation de l'acheteur.....	6
2.1.2 Représentation du titulaire.....	6
2.2 Obligation de résultat.....	7
2.3 Modalités d'établissement des devis et de passation des bons de commande.....	7
2.3.1 Émission des devis détaillées correspondants aux sorties à organiser.....	7
2.3.2 Prestation d'adhésion à un réseau Inter-CE.....	7
2.3.3 Prestation d'accompagnement.....	7
2.4 Pilotage.....	8
2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques.....	9
3. DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
3.1 Droits du titulaire.....	9
3.1.1 Avance.....	9
3.1.2 Acompte.....	9
3.1.3 Nantissement ou cession de créances.....	10
3.2 Obligations du titulaire.....	10
3.2.1 Déclaration d'assurance.....	10
3.2.2 Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales et extrait kbis.....	11
3.2.3 Confidentialité.....	12
3.2.4 Conflits d'intérêts.....	12
3.2.5 Obligation d'information et de conseil.....	12
3.2.6 Traitement de données à caractère personnel.....	12
4. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
5. PÉNALITÉS.....	14
5.1 Pénalités pour non respect des délais ou indisponibilité de la plate-forme Inter-CE.....	14
5.2 Pénalités pour non-transmission du reporting.....	14
6. RÉGIME FINANCIER.....	14
6.1 Établissement des prix.....	14

6.2 Contenu des prix.....	15
6.3 Révision des prix.....	15
6.4 Modalités de facturation et de règlement des prestations.....	15
6.5 Dématérialisation des factures.....	16
6.6 Délais de paiement.....	16
6.7 Intérêts moratoires.....	16
6.8 Taux de TVA.....	17
6.9 Monnaie.....	17
6.10 Suivi financier des prestations.....	17
7. DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
7.1 Sous-traitance.....	17
7.2 Échanges dématérialisés.....	18
7.3 Sanctions en matière de travail dissimulé.....	18
7.4 Résiliation.....	19
7.5 Droit et langue.....	19
7.6 Différents et litiges.....	19
8. DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (CCAG FCS).....	20

---

# 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ACCORD-CADRE

---

## 1.1 Objet

Le présent accord-cadre a pour objet :

- L'adhésion à un réseau Inter-CE permettant aux agents ressortissants de la SRIAS Bretagne de bénéficier des avantages de ce réseau grâce à une carte d'adhésion
- L'accompagnement de la SRIAS à l'organisation de sorties.

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv):

85300000-2 Services d'action sociale et services connexes

79952100-3 Services d'organisation d'événements culturels.

## 1.2 Allotissement

Les prestations font l'objet d'un marché ordinaire.

Il n'est pas prévu de décomposition en lot.

### Justificatif du non allotissement :

L'allotissement rend la gestion du marché disproportionnellement complexe pour le pouvoir adjudicateur.

Application de l'article L 2113-11 du code de la commande publique :

L'acheteur peut décider de ne pas allouer un marché dans l'un des cas suivants :

1° Il n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination ;

2° La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 1.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et suivants du Code de la commande publique (CCP).

En application de l'article R. 2162-4 2° du CCP, le maximum de l'accord-cadre, reconductions comprises, s'élève à 400 000 d'euros HT.

L'atteinte de la quantité maximale entraîne, sans aucune formalité, la fin de validité de l'accord-cadre, même si la durée n'est pas atteinte.

## **1.4 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification au titulaire.

L'accord-cadre est renouvelable au maximum une (1) fois pour vingt-quatre (24) mois, par tacite reconduction prise par l'acheteur. La durée de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, la décision est envoyée au titulaire 3 mois avant le terme de la période en cours.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit à aucune indemnité ni à aucun dédommagement au profit du titulaire. Le titulaire reste engagé et est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la non-reconduction jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

## **1.5 Documents contractuels**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Toutes les réponses aux questions ou demandes de précisions relatives aux clauses administratives et techniques apportées par l'acheteur au dossier de consultation des entreprises pendant la phase de consultation des entreprises,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci après CCAG-FCS.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du présent accord-cadre.
- Le cadre de réponse technique.

Toute clause portée dans les documents du titulaire contraire aux stipulations du présent accord-cadre ou la réglementation en vigueur est réputée non-écrite (y compris conditions générales de vente ou d'exécution du titulaire).

## **1.6 Prestations similaires**

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du CCP.

## **1.7 Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles**

Il est fait application de l'article 24 du CCAG-FCS.

---

## 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

---

### 2.1 Représentation des parties

#### 2.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

L'acheteur est la **plateforme régionale interministérielle d'appui à la gestion des ressources humaines (PFRH)** de la Préfecture de la région Bretagne.

**La plateforme régionale interministérielle d'appui à la gestion des ressources humaines (PFRH) et la section régionale interministérielle d'action sociale (SRIAS) Bretagne sont chargées de l'exécution du marché. La PFRH pour l'exécution administrative (gestion des devis, des bons de commandes, des factures), la SRIAS Bretagne pour l'exécution opérationnelle (choix de la sortie, liste des participants,...)**

#### 2.1.2 Représentation du titulaire

##### L'interlocuteur unique

Le titulaire désigne un interlocuteur unique à même de le représenter, de prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations, durant toute la durée du marché (reconductions comprises), ainsi qu'un suppléant pour assurer une continuité de service.

Le titulaire précise également les coordonnées de l'interlocuteur unique : adresse courriel et numéro de téléphone.

L'interlocuteur unique est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom à l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Cet interlocuteur est joignable du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

En cas de réclamation ou demande d'information de la part de l'acheteur le titulaire doit effectuer toutes les recherches nécessaires, y répondre et en assurer le suivi dans les meilleurs délais.

En cas de changement de son interlocuteur unique, le titulaire en informe, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de ce changement.

##### L'équipe opérationnelle mise en place pour exécuter les prestations

L'exécution des prestations est réalisée par l'équipe opérationnelle du titulaire. Elle est autant que possible pérenne sur la durée totale du marché.

La composition de cette équipe, son dimensionnement et les compétences qu'elle détient, permettent au titulaire de réaliser l'ensemble des prestations mentionnées dans le CCTP.

Le titulaire doit être capable de prendre en charge les pics d'activité et d'assurer une continuité des prestations dans les délais requis au CCTP.

## **Le remplacement des intervenants du titulaire**

Le titulaire garantit les remplacements des intervenants permettant d'assurer une continuité de service avec la qualité attendue par l'acheteur.

Le remplacement de l'interlocuteur unique ou d'un des membres de l'équipe opérationnelle du titulaire ne doit avoir aucune conséquence sur les délais de réalisation de la prestation ni sur le montant du marché, quel que soit le lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire informe l'acheteur en cas de remplacement de l'un des intervenants du titulaire dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, aux coordonnées indiquées lors de la réunion de démarrage.

## **2.2 Obligation de résultat**

Une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné pèse sur le titulaire. En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les mesures afin d'exécuter les prestations commandées en respectant les normes et standards de l'administration et les spécifications particulières fixées dans le présent document.

## **2.3 Modalités d'établissement des devis et de passation des bons de commande**

### **2.3.1 Émission des devis détaillées correspondants aux sorties à organiser**

Les devis sont émis à l'initiative du titulaire ou à la demande de l'acheteur. La durée de validité des devis est de 1 mois.

Le titulaire retourne par voie électronique le devis récapitulatif de la sortie envisagée. Le devis peut donner lieu à échange et discussion par tout moyen entre l'acheteur et le prestataire.

Sur demande de l'acheteur, le titulaire a 10 jours pour remettre son devis.

### **2.3.2 Prestation d'adhésion à un réseau Inter-CE**

La prestation est déclenchée par l'émission d'un bon de commande annuel en application du prix figurant au bordereau des prix unitaires sans devis préalable.

### **2.3.3 Prestation d'accompagnement**

Dispositions spécifiques pour la prestation d'accompagnement à la mise en place de sorties :

L'acheteur réalise au titre de la réservation de la sortie un premier bon de commande pour l'achat de la billetterie duquel est déduit la part payée directement par les agents au prestataire. Les frais d'organisation et des repas, du transport éventuel feront l'objet d'un bon de commande complémentaire après service fait.

Dispositions générales :

Les bons de commande sont notifiés par mail.

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Les bons de commande, établis sur la base des prix mentionnés dans le devis comportent les informations suivantes :

- le n°EJ de l'accord-cadre ;
- le n°EJ du bon de commande ;
- les coordonnées du bénéficiaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le n° de service exécutant (exemple : FAC00044) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- les dates du début d'exécution et d'achèvement ;
- le montant total HT de la commande, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre pour une durée d'exécution qui ne peut excéder six mois après le terme de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du bon de commande et il est en particulier le seul responsable pour les prolongations de délais émises, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, réception avec réfaction, rejet...).

## **2.4 Pilotage**

Le pilotage de l'accord-cadre et le suivi d'exécution sont réalisés au travers de réunions de lancement et de réunions régulières entre l'Acheteur et le Titulaire.

### **Réunion de démarrage**

Une réunion préalable au démarrage de l'accord-cadre est organisée par l'acheteur.

La réunion a pour objectif :

- le rappel des rôles respectifs de chacun au titre de l'exécution du contrat ;
- le fonctionnement de l'accord-cadre
- les priorités et attendus du marché ;
- le rappel des livrables et des délais impartis ;

### **Revue de contrat**

Une revue de contrat avec le titulaire sera organisée dans la mesure du possible une fois par an par l'acheteur. En cas de difficultés avérées, des réunions complémentaires sont organisées.



## **2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques**

Le titulaire du marché public peut être un groupement solidaire ou un groupement conjoint.

Si le titulaire est un groupement conjoint, son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, l'acheteur souhaite disposer d'un référent qui le représente lors des réunions pour assurer la mission d'interlocuteur unique (cf. article 2.1.2 du présent CCAP).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

---

## **3. DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **3.1 Droits du titulaire**

#### **3.1.1 Avance**

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et L.2191-3 et R. 2191-3 et R.2191-7 du CCP.

Le taux de l'avance est de 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

Le titulaire peut y renoncer. Dans cette hypothèse, mention en est faite sur l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du CCP.

#### **3.1.2 Acompte**

Sans objet.

### **3.1.3 Nantissement ou cession de créances**

Le présent marché public peut faire l'objet de cession ou nantissement de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du CCP. Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article R. 2191-60 du CCP est désigné dans l'acte d'engagement.

## **3.2 Obligations du titulaire**

### **3.2.1 Déclaration d'assurance**

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur, émetteur des bons de commande et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification de l'accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents bénéficiaires ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il dépose annuellement les attestations de renouvellement de son assurance selon les informations fournies par l'acheteur au démarrage du marché et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

À défaut, l'acheteur pourra résilier le marché aux torts et aux frais du titulaire, sans indemnité.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

### 3.2.2 Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales et extrait kbis

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous devront être déposées par le titulaire selon les informations fournies par la PFRH au démarrage du marché et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Le titulaire, et ses sous-traitants, atteste(nt) sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du marché seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10 et suivants, L.3243-1 et suivants et R.3243-3 et suivants du code du travail.

Le titulaire s'engage à déposer sur la plateforme indiquée par la PFRH avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, à savoir :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois.
- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises, lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.
- Un extrait K bis ou K de la société.

Quand le cocontractant emploie des salariés étrangers, il fournit :

-une liste nominative de ces salariés comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Quand le cocontractant établi à l'étranger détache des salariés sur le territoire national pour l'exécution de l'accord-cadre, il fournit :

-une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire, pour ses sous-traitants, les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré.

### 3.2.3 Confidentialité

Le titulaire est soumis au secret, à la discrétion et au maintien de la confidentialité, y compris après l'expiration du marché.

Le titulaire et l'ensemble des personnes associées à l'exécution des prestations sont tenus à l'obligation de secret professionnel définie aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal, à la discrétion et au maintien de la confidentialité, y compris après l'expiration du marché public. Ils ne peuvent faire aucun usage commercial d'une quelconque information détenue ou recueillie lors de l'exécution du marché.

Il ne peut divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents et notamment des données et fichiers informatiques dont il peut avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché public.

Il ne peut se livrer à aucun commentaire public sur le présent marché.

Il s'engage à étendre cette obligation de secret de toutes les informations communiquées, y compris après l'expiration du marché public, à l'ensemble de son personnel et de ses sous-traitants éventuels. Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité.

Le titulaire ne peut faire un usage commercial de toute information de quelque nature que ce soit, objet du présent marché, qu'il peut être amené à détenir à l'occasion de son exécution.

Il doit prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers, ainsi que toutes les mesures de sécurité matérielle pour assurer la conservation des documents ou informations.

Le titulaire s'engage expressément à ce que les informations communiquées ne soient ni conservées, ni dupliquées ni utilisées à d'autres fins que celles prévues au présent marché.

### 3.2.4 Conflits d'intérêts

Le titulaire s'engage, pendant la durée d'exécution de la prestation, à ne pas accepter de missions qui sont susceptibles de le placer, de quelque façon que ce soit, en situation de conflit d'intérêts par rapport aux prestations attendues dans le cadre du présent marché.

### 3.2.5 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil dans l'exécution des prestations et signale à l'acheteur le cas échéant tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou au contraire ce qui pourrait faciliter ou améliorer la prestation.

Le titulaire est tenu de se comporter en conseiller de l'acheteur et s'oblige à faire preuve du soin, de la diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du marché, ainsi que de loyauté, conformément aux règles de l'art de la profession.

### **3.2.6 Traitement de données à caractère personnel**

Le présent accord-cadre comporte un ou des traitements de données à caractère personnel.

#### *Préambule – précisions terminologiques*

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

#### *Description du traitement de données à caractère personnel*

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au marché.

Pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre et en cas de besoin avéré, l'acheteur pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement des personnes bénéficiaires. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec les personnes bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

#### *Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du rgpd)*

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

---

## **4. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### **4.1 Opérations de vérification**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations réalisées sont conformes aux stipulations du CCTP et aux engagements du titulaire.

L'acheteur effectue, au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative.

## **4.2 Vérifications quantitatives et qualitatives**

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues article 30 CCAG FCS.

## **4.3 L'arrêt des prestations**

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout moyen écrit.

Cet arrêt ne peut donner lieu à une indemnisation du titulaire et n'entraîne pas, pour autant, la résiliation du marché.

Le paiement du titulaire au regard de ce bon de commande est effectué au prorata des prestations réellement exécutées.

---

# **5. PÉNALITÉS**

---

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS. Les pénalités sont cumulatives et seront appliquées au fur et à mesure de leur constatation sans mise en demeure préalable. Aucune exonération n'est prévue.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire.

## **5.1 Pénalités pour non respect des délais ou indisponibilité de la plate-forme Inter-CE**

En cas de non-respect des délais ou d'indisponibilité de la plate-forme Inter CE indiqués dans le CCTP, ce dernier encourt des pénalités de retard d'un montant de 100€ par jour de retard sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

## **5.2 Pénalités pour non-transmission du reporting**

En cas de non-respect des obligations relatives au CCTP, le titulaire subira une pénalité égale à 50€ par jour de retard sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

---

## 6. RÉGIME FINANCIER

---

### 6.1 Établissement des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Ils sont exprimés en euros hors taxes (HT) avec deux (2) décimales après la virgule.

Ils sont révisibles selon les modalités précisées à l'article 6.3 du CCAP.

### 6.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations (participation aux réunions, transmission des reportings, établissement des devis, facturation).

### 6.3 Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année de l'accord cadre.

Les prix du BPU sont révisibles à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur la base de l'indice Syntec publié sur le site de la Fédération Syntec en application de la formule suivante :

$$P = P_o (I / I_o)$$

dans laquelle :

P = prix révisé ;

P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire ;

I = valeur du dernier indice définitif connu à la date de la révision des prix ;

I<sub>o</sub> = valeur du dernier indice définitif connu au premier jour du mois de la date limite de remise des offres.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les nouveaux prix résultant de l'application de la clause de révision sont appliqués à compter du mois suivant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du marché pour l'année qui suit.

### 6.4 Modalités de facturation et de règlement des prestations

Le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées, à laquelle est jointe la copie du bon de commande correspondant. Les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la notification du bon de commande, par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre et du bon de commandes

- Le numéro d'Ej du marché
  - la date et le numéro de la facture ;
  - la dénomination et l'adresse du titulaire ;
  - le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
  - les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
  - le détail des prestations exécutées ;
  - le détail des prix et les quantités ;
  - le montant hors TVA et TTC ;
  - le taux et le montant de la TVA.

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

## 6.5 Dématérialisation des factures

La transmission des factures s'effectue obligatoirement par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- Déposer ses factures sur le portail;
- Saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le site internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique "Nous contacter".

Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro du service exécutant (SE)

## 6.6 Délais de paiement

En application des articles R2192-10 à 15 du CCP, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire. Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

## 6.7 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans ce délai donne lieu, de plein droit et sans autres formalités, au versement d'intérêts moratoires et au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L2192-13 du CCP).



Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par l'acheteur aux torts exclusifs du titulaire.

## **6.8 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **6.9 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

## **6.10 Suivi financier des prestations**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état annuel de la consommation à la date anniversaire de l'accord-cadre,
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de la demande.
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % de la quantité maximale prévue par le marché.

---

# **7. DISPOSITIONS DIVERSES**

---

## **7.1 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de l'accord-cadre, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation du ou des sous-traitants et des conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par une déclaration de sous-traitance (DC4) signée par l'acheteur par le titulaire et le sous-traitant conformément à l'article L2193-1 à 3 et R2193-1 à 22 du CCP.

Afin d'obtenir l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant à l'acheteur par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4, téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>

Cet acte mentionne notamment :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale du sous-traitant ;
- son adresse postale ;
- le montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- ses capacités financières et professionnelles.

L'acheteur dispose de vingt-et-un (21) JOURS à compter de la remise de la demande d'agrément pour se prononcer sur la demande d'acceptation du sous-traitant. En l'absence de réponse dans ce délai, le sous-traitant est réputé être accepté par l'acheteur.

Elle doit être adressée par le titulaire à l'acheteur.

## **Modalités de paiement direct**

Le sous-traitant est payé directement si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte, la demande de paiement dudit sous-traitant, revêtue de son acceptation.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre d'un groupement, la demande de paiement du sous-traitant, jointe au projet de décompte, doit être acceptée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

En outre, dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit accepter également la demande de paiement du sous-traitant.

## **7.2 Échanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

## **7.3 Sanctions en matière de travail dissimulé**

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois, l'acheteur conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du Code du travail, peut résilier le présent marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-FCS.

## **7.4 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

En cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du C.C.A.G de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 42 du CGAG/FCS, une résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au C.C.A.G visé par le présent marché.

## **7.5 Droit et langue**

Le présent marché relève du droit français.

L'usage de la langue française est obligatoire. L'ensemble des documents remis dans l'offre et produits durant l'exécution du marché, sont en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

## **7.6 Différents et litiges**

### **Différends**

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas de différent avec l'acheteur, vous avez la possibilité de saisir le médiateur interne Relations Fournisseurs et Achats responsables (RFAR) par mail à l'adresse suivante : [mediation-pfra@bretagne.gouv.fr](mailto:mediation-pfra@bretagne.gouv.fr).

Le recours au médiateur des entreprises ne fait pas obstacle à l'introduction d'un recours contentieux.

## Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes :  
<http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

---

### 8. DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (CCAG FCS)

---

Objet de la dérogation	Stipulations du CCAP dérogeant	CCAG-FCS
Assurances	3.2.1	9
Confidentialité	3.2.2	5
Pénalités	5	14
Prix	6.4	10.2.2
Résiliation pour motif d'intérêt général	7.4	42